

Qui gouverne à Kinshasa ?

Le terrorisme d'Etat bat son plein à Kinshasa où les opposants au gouvernement Birindwa, une poignée des journalistes font les frais d'une dictature qui refuse de s'effacer sur l'échiquier politique du Zaïre. Pour avoir diffusé une information faisant état d'un probable assassinat de Tshisekedi, le confrère Kenge Mukengeshay de "Le Phare" se trouve en prison à Makala. Un autre de "Le Potentiel" a été interpellé et jeté en prison. D'autres individus, membres des partis politiques de l'opposition impliqués dans la "Journée ville morte" de Kinshasa ont été inquiétés. Notamment Saïdi et Ndume du MSD ainsi que le ministre des relations extérieures de Tshisekedi, Pierre Lumbi qui est depuis lors en résidence surveillée ! Entre-temps, le HCR, dont les travaux de peuple, n'a plus poursuivi ses séances suite "à la présence irrégulière dans son voisinage des hommes en uniformes" (sic) L'UDPS affirme que le 24 avril près de 300 de ses combattants ont été arrêtés pour empêcher le succès de la journée ville morte. Laquelle fut, du reste, un succès ! Si les partisans de l'opposition et du gouvernement Tshisekedi sont traqués à Kinshasa, il n'en est pas de même à l'extérieur où le Premier ministre issu de la CNS et son cabinet semblent avoir le vent en poupe. Finalement l'homme de la rue se demande qui gouverne à Kinshasa ! La réunion du cabinet Tshisekedi exhorte la population à l'auto-défense et ne s'oppose pas à la médiation de l'OUA tant qu'elle serait le début d'un processus devant aboutir à l'ONU. Qui dispose de plus des moyens.

La pression occidentale exercée sur le Président Mobutu en l'isolant sur le plan diplomatique a porté les fruits escomptés. On le sait, dernièrement le ministre belge des Affaires étrangères M. Willy Claes a déployé, tant à Bruxelles qu'à l'ONU, des efforts pour discréditer le gouvernement issu du conclave mobutiste. En effet à l'occasion de la remise à Bruxelles le 22 avril dernier du Prix international Roi Baudouin pour le développement, il a invité le secrétaire général de l'ONU M. Boutros Boutros Ghali, le Président de la commission des communautés européennes M. Jacques Delors ainsi que Madame Danielle Mitterrand. Dans la foulée on a retrouvé Mgr Monsengwo, président du HCR hôte de l'Eglise catholique belge à travers les "Vlaemse Katholischendagen" et deux ministres du gouvernement Tshisekedi, M. Mende Omalenga de l'Information et Presse et M. Loseke de l'Environnement.

Incidents diplomatiques à gogo

Dès lors, l'opinion s'interroge, au bout de compte, gouverne à Kinshasa ? En effet, plusieurs incidents diplomatiques confirment que Mobutu et les siens sont traqués sérieusement par les gouvernements occidentaux. Le gouverneur de la Banque du Zaïre, M. Buhendwa s'est vu refuser le visa pour Washington où il devait participer à une importante rencontre du FMI dont il représente les intérêts dans les Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. De telles tracasseries peuvent freiner l'élan de gouverneur Buhendwa qui voudrait

bien donner le meilleur de lui-même. A Genève, l'OMS devrait choisir entre deux missions dépêchées par les deux gouvernements du Zaïre. Après le paiement des arrières et compte tenu de l'arrivée tardive de la délégation du gouvernement de Tshisekedi, l'Assemblée générale de l'OMS a accredité la délégation du ministre Mboyo, représentante du gouvernement de Birindwa.

C'est à Washington où l'on devait déplorer des incidents regrettables entre les ministres du gouvernement Tshisekedi notamment MM. Mende et Loseke- et l'ambassadeur du Zaïre aux USA. Les deux ministres, qui étaient reçus par le sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires africaines M. Moose, avaient exigé :

- Que l'on passe des pressions aux actes quant aux sanctions à exercer sur le président Mobutu de façon à priver, lui et sa famille politique, des visas en l'Occident. Cela leur priverait l'accès à leurs comptes. Mieux, ces pressions doivent même s'exercer sur les avoirs de l'Etat zaïrois en Occident.

- Que l'on neutralise les deux collaborateurs immédiats du Chef de l'Etat, principalement MM. Vunduawe et Nbanda qui sont les grands suppôts du statut quo.

- Que l'on remplace tous les diplomates zaïrois en Occident qui sont au service de Mobutu et qui ne veulent pas reconnaître le gouvernement issu du HCR.

Pour l'ambassadeur du Zaïre à Washington, les déclarations du ministre

Mende ne sont pas la version officielle des faits. Ils étaient pris à charge par des particuliers et ont fait des déclarations à la VOA.

L'ONU dans la foulée

But de cette rencontre informelle de Bruxelles : isoler Mobutu et sa mouvance ; amener l'ONU à intervenir au Zaïre par un corps expéditionnaire intitulé "force d'interposition ; neutraliser l'Armée zaïroise et enfin organiser les élections en présence des observateurs étrangers. Mais, la Belgique qui s'agit comme un diable dans un bénitier, n'a pas les moyens de sa stratégie. Il fallait donc recourir à l'apport des USA. Qui par ailleurs sont fortement engagés si pas empêtrés dans la Bosnie Herzégovine et en Somalie. La Belgique, qui a obtenu des Etats de la CEE le refus de reconnaître le gouvernement de Birindwa, a multiplié des "casus belli" en vue d'une rupture fracassante des relations diplomatiques avec le Zaïre.

Des cauchemars

Le ministre des Relations extérieures de Birindwa a affiché une certaine prudence lorsque les parlementaires ont voulu pousser son gouvernement à la rupture. Cela aurait permis à Bruxelles qui entretient de bonnes relations avec le gouvernement Tshisekedi d'accréditer un ambassadeur nommé par le leader de l'UDPS. Une telle bravure allait faire bouillir de neige dans d'autres capitales de la CEE, disposées à rompre avec Kinshasa si c'est Birindwa qui demeure Premier ministre.

Ces intrigues diplomatiques ont donné des cauchemars au Président Mobutu ainsi qu'à sa famille politique. Les déplacements en France et à Dakar du conseiller spécial de Mobutu, M. Nbanda sont à ce titre fort éloquentes. Ce dernier a réussi à rétablir certains faits que l'opposition a bien voulu maquiller pour les besoins de la cause. Dakar fut l'apothéose par Nbanda qui est parvenu à convaincre le Président en exercice de l'OUA, le Sénégalais Abdou Diouf pour que l'organisation africaine s'implique dans le processus de réconciliation des leaders zaïrois. Comme quoi, l'internationalisation de la crise zaïroise pourrait apporter une solution au conflit qui oppose Mobutu à l'ensemble de l'opposition menée par Etienne Tshisekedi.

Eyenga Sana

PDSC/Sud - Kivu

Attention à l'intoxication et à la katangalisation !

Le PDSC/Sud-Kivu vient d'organiser tambour battant, depuis le 10 avril dernier à travers les trois zones urbaines de Bukavu, une série de conférences-débats "en vue de donner la véritable information à la population pour la préserver contre la vaste campagne d'intoxication en cours dans le pays". Comme ne cessait de le répéter dans ses mots introductifs M. Ferdinand Chimanuka Ntagaya Ngabo, président provincial de ce parti et modérateur de ces houleuses séances animées au départ par quatre puis trois intervenants ; M. Baudouin Hamuli Kabarhuza s'étant envolé vers d'autres cieux.

Le membre du HCR et vice-ministre de l'Agriculture dans le gouvernement Tshisekedi, M. Baudouin Hamuli Kabarhuza relatait les travaux de la Conférence d'Atianta (15-19 février 1993) sur les droits de l'homme auxquels il a pris une part active pour conclure que l'opinion américaine était d'avis que le temps de Mobutu était révolu. Les causes du conflit zaïrois étaient ainsi dues à l'échec de Mobutu dans la démocratisation du pays et à son refus de transférer le pouvoir au gouvernement de la transition issu de la CNS. Tandis que le conflit entre le Shaba et les deux Kasai n'était qu'une manipulation du pouvoir dictatorial dans laquelle quelques leaders se plaisaient à attiser le feu de la haine et de l'exclusion entre les deux communautés.

Le membre du HCR et vice-président fédéral de l'UDSP/Sud-Kivu, M. Muzalia wa-Kyebwa expliquait comment la dictature, certes agonisante mais toujours plus rusée, ne pouvait pas vivre en bonne intelligence avec la démocratie. D'où il est exclu de vouloir ramener la crise zaïroise à un conflit individuel entre Mobutu et Tshisekedi alors qu'il s'agit d'une rupture entre l'ordre ancien et l'ordre nouveau ou d'un combat du peuple contre la dictature. L'orateur s'appuyait ainsi sur les articles 16 et 37 de l'acte portant dispositions constitutionnelles relatives à la période de transition pour appeler le peuple à la désobéissance de tout ordre manifestement illégal et à la résistance contre quiconque prendrait le pouvoir en violation de l'acte précité.

Et son collègue du HCR, le Dr Balegamire d'étaler au grand jour la logique de leur organe face à la situation actuelle. Et ce, en commençant par souligner que la Cour suprême de justice avait, par son arrêt 266 du 17 décembre 1992, reconnu l'Acte portant dispositions constitutionnelles comme le seul cadre juridique pendant la période de la transition. Avant de poursuivre que le HCR avait, le 26 du même mois, demandé au président Mobutu de reconsidérer ses ordonnances du 1er décembre 1992 et au Premier ministre Tshisekedi de réaménager son cabinet. Ce qui fut fait si bien qu'il faut surtout comprendre la lettre du HCR datée du 27 mars 1993 et adressée au Premier ministre Tshisekedi comme une démarche exigeant à ce dernier de demander l'investiture de son gouvernement au Chef de l'Etat. Sinon, passées 48 heures sans réaction présidentielle, Tshisekedi nommerait lui-même son équipe par décret dans l'esprit de l'Acte. En deux mots, le Dr Balegamire concluait que la démarche du HCR restait dans la logique de la CNS et qu'agir autrement serait trahir le peuple !

Le secrétaire national du PDSC chargé des questions financières et monétaires, M. Léonard Mukuku W'Etonga mettait, quant à lui, à profit ces occasions pour réaffirmer que son parti se désolidarisait de toutes les décisions prises par le Conclave politique de Kinshasa. Y compris les nominations d'un Premier ministre et d'un Gouverneur de la Banque du Zaïre, originaires du Sud-Kivu soient-ils ! M. Mukuku invitait aussi la population à redoubler de vigilance en vue de conjurer le spectre de la "katangalisation" de notre région. Une "katangalisation" déjà amorcée par ce "co-régionnaire" de vice-gouverneur venu annoncer les expulsions des chefs d'établissements scolaires originaires du Sud-Kivu dans les Kasai. Où ces derniers seraient confondus avec les Shabien à cause du swahili !

Comme quoi, le PDSC se fait le héraut de l'Union sacrée de l'opposition radicale au Sud-Kivu après que quelques chantres et meneurs d'hier aient tourné casaque...

Dieudonné Malekera

Uvira: le droit à la différence, mais ...

La notion de démocratie et l'idée de changement sont autant populaires que mal définies et mal comprises dans la zone rurale d'Uvira dont la jeunesse compte parmi celles qui donnent le plus de signes d'inquiétude et de violence au Sud-Kivu. D'aucuns la jugent d'acquise au changement "jusqu'au bout des ongles", d'acquise à la rébellion (comme hier) et à la virulence. Bien que vraisemblablement manipulée et agitée sous le vernis d'un radicalisme politique dominé par la sous-information, cette jeunesse est aussi animée d'une réelle volonté de changement d'homme, de mentalité et de tout un système décrié.

Pendant ce temps, l'autorité de cette zone, où les "mouvanciers" constituent une espèce sérieusement menacée, tente en vain, de combler le fossé (le plus profond de la région ?) creusé entre l'Union sacrée et la moribonde Mouvance présidentielle. Les jeunes d'une certaine tendance politique blessent, ensanglantent, incendient et tuent après des menaces d'élimination physique et ne s'interdisent aucune

insulte. Les faits parlent. Tenez !

En plein culte de dimanche 22 février 1993, une maman, pleurant son enfant mort "ensorcelé", est tuée avant d'être brûlée vive devant l'église CEPZA à Kasenga en présence des pasteurs et des centaines de chrétiens protestants. Prétention des criminels : la femme est sorcière de longue carrière. Le pasteur Kavuye n'a pas maîtrisé la situation, ni résisté à la pression des jeunes acquis à la violence, communément appelés "Membres" dans la bouillante cité d'Uvira. Ce n'est pas un hasard si ce serviteur de Dieu se retrouve aujourd'hui devant la barre.

Mais avant cette triste affaire, quelque douze victimes de l'intolérance sont tombées sous le coutelas et les bâtons inflexibles des assassins. Le boucher Mushaho à Kalundu, pour une histoire de vache, a été tué, le corps dépecé ! La quinquagénaire Nyabanenge à Rugembe-Kalimabenge pour avoir refusé de vendre à crédit une bouteille de "lutuku", aux jeunes de son quartier. C'est encore à Rugembe que des jeunes gens dits du "Groupe Masumbuko",

formés à l'école de féticheurs de Burambi, non loin du marché burundais de Muzinda.

Dans tous les cas, c'est la mort de l'élève Walengamina Misabiko, tué à Kakungwe le 17 novembre 1991 qui sert de prétexte aujourd'hui à un groupe de jeunes pour crier vengeance. Mais que dire du "groupe de 40" chargé de la correction des ennemis du changement, notamment les militants du MPR, qui a ensanglanté le samedi 24 avril à l'hôtel De la Côte, maître Kalenga du tribunal de grande instance d'Uvira ? Motif : il venait, la journée, de partager un repas avec les "diables" du MPR à son domicile.

Le droit à la différence, nul ne peut le contester ni l'arracher à la population de la zone d'Uvira mais tout de même ... pas dans le sens de la violation des droits de l'homme, de l'intolérance au moment où les commanditaires de tels actes sont connus.

Imata Raphaël Déwen

Nécrologie

La famille Omanga a la profonde douleur d'annoncer aux frères, amis et connaissances, le décès de leur père, le lieutenant-colonel Omanga Didjangu Lokanga François-Richard, survenu à Kindu (Maniema) le 12 février 1993 des suites d'une courte maladie.

L'inhumation a eu lieu à Kindu même le 13 février 1993 en présence des autorités militaires et civiles du chef-lieu de la région du Maniema.

La famille prie tous ceux qui ont connu l'illustre disparu de lui garder une pensée pieuse.